

Ce "partenariat" se reflète aujourd'hui dans la réponse apportée au nouveau problème énergétique, qui est essentiellement dû à la division qui règne au sein de l'OPEP. La chute libre des prix mondiaux du pétrole au Canada s'est tragiquement soldée par une perte de liquidités de 5 milliards \$ pour la seule année 1986 et par la disparition d'environ 40 000 emplois.

Le gouvernement fédéral a réagi en supprimant le TRPG à compter du 1^{er} octobre de cette année. Cette initiative aura pour effet de renflouer de centaines de millions de dollars les liquidités de l'industrie au cours des trente prochains mois. Au fur et à mesure que ces fonds seront réinvestis, ils contribueront à relever le niveau de l'activité d'exploration et d'exploitation de l'industrie, ce qui en retour contribuera à protéger les emplois existants et à en créer de nouveaux.

Le printemps dernier, les petits et moyens producteurs ont pu bénéficier d'un abattement intérimaire dans le cadre du TRPG lorsque le crédit d'impôt pour petits producteurs a été relevé de 500 000 \$ à 2 millions \$, ce qui leur a permis d'économiser des millions de dollars.

Évidemment, je tire une certaine satisfaction de cette victoire. Je me suis opposé au PEN pour la première fois en 1980 et, six années difficiles plus tard, j'ai contribué à mettre un terme au TRPG. J'ai la ferme intention de travailler avec l'industrie et les provinces à apporter d'autres réformes.

Le démantèlement du PEN n'est qu'un exemple parmi plusieurs de la façon dont notre gouvernement a ramené les priorités de l'Ouest canadien au centre du programme national. J'ai déjà parlé de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, du programme CANAGREX, de la privatisation, du PEN et des progrès que nous avons accomplis relativement au déficit. J'aimerais maintenant vous dire quelques mots d'autres initiatives que nous avons prises depuis septembre 1984 ou qui sont en voie d'élaboration.

Les mesures législatives liées au programme "Aller sans entraves", qui peuvent avoir un effet si radical et si positif sur notre compétitivité, seront réintroduites au cours de la présente législature. Un fonds d'un milliard de dollars a été réservé aux paiements aux agriculteurs, en plus de l'allégement fiscal sur le carburant pour la ferme, d'un paiement record en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et de l'aide offerte aux céréaliculteurs et aux éleveurs en cas de sécheresse. Nous n'avons ménagé aucun effort pour garantir nos ventes de